

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/10317]

25 OCTOBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modifications de dispositions décrétales faisant obstacles aux communications par voie électronique (II)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance;

Vu le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné;

Vu le décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Vu le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants);

Vu le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho – médico – sociaux officiels subventionnés;

Vu le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho – médico – sociaux libres subventionnés;

Vu le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

Vu le décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire;

Vu le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion;

Vu le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française;

Vu le décret du 1^{er} février 2008 réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la coordination et de la gestion des Fonds structurels que l'Union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement secondaire spécialisé, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur;

Vu le décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ;

Vu le décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire;

Vu le décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation;

Vu le décret du 3 avril 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques de la Communauté[00cc][0081] française, l'article 6, §1^{er};

Vu l'arrêté royal du 20 août 1957 portant coordination des lois sur l'enseignement primaire;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécialisé;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécialisé;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et artistique officiels subventionnés;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et artistique libres subventionnés;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné;

Vu l'avis 61.420/2 du Conseil d'Etat, donné le 29 mai 2017, en application de l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le « test genre » du 22 septembre 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Considérant que des termes faisant obstacles aux communications électroniques sont présents dans les décrets du 16 avril 1991, du 3 juillet 1991, du 1^{er} février 1993, du 6 juin 1994, du 22 décembre 1994, des 24 juillet 1997, du 20 décembre 2001, du 31 janvier 2002, du 3 mars 2004, des 12 mai 2004, du 10 mars 2006, du 2 juin 2006, du 1^{er} février 2008, du 25 avril 2008, du 30 avril 2009, du 18 mai 2012 et des 21 novembre 2013, ainsi que dans les arrêtés des 28 août 1995 et 12 septembre 1995, et qu'il convient de les remplacer par une disposition neutre technologiquement afin de favoriser le passage à une communication électronique;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juin 2014 portant exécution du décret du 3 avril 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques de la Communauté française;

Sur proposition du Ministre ayant l'e-Gouvernement dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Arrêté royal du 20 août 1957 portant coordination des lois sur l'enseignement primaire*

Article 1^{er}. L'article 9 de l'arrêté royal du 20 août 1957 portant coordination des lois sur l'enseignement primaire est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. Les Services du Gouvernement adressent par envoi recommandé aux chefs de famille dont les enfants ne sont inscrits dans aucune des écoles visées à l'alinéa pénultième de l'article 8 ou qui ne leur ont pas fait parvenir l'information prévue au dernier alinéa du même article, un avertissement rappelant l'obligation qui leur incombe.

Les avertissements qui n'ont pu être distribués sont remis par les Services du Gouvernement au chef de la police locale ou à son délégué, ou à un délégué à la Protection de la Jeunesse, dûment accrédité auprès des autorités scolaires, qui en fait rechercher les destinataires, met ceux-ci en demeure d'envoyer leurs enfants à l'école et fait part aux Services du Gouvernement de ses démarches.

Si, dans la huitaine de l'envoi recommandé de l'avertissement ou de la mise en demeure par la police locale, les Services du Gouvernement n'ont pas reçu de réponse d'où il résulte que le chef de famille a satisfait aux prescriptions de la loi, ils le dénoncent au Procureur du Roi auprès du Tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire. ».

CHAPITRE 2. — *Arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire*

Art. 2. A l'article 2, 11°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, les mots « courrier postal recommandé » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 3. — *Décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale*

Art. 3. A l'article 16, § 3, alinéa 3, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les mots « La durée visée à l'alinéa précédent débute à l'échéance du délai de trente jours calendrier et court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a transmis, par courrier recommandé avec accusé de réception, les données valides sollicitées. » sont remplacés par « La durée visée à l'alinéa 2 débute à l'échéance du délai de trente jours et court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a transmis les données valides sollicitées selon la forme et les modalités de transfert fixées par le Gouvernement. ».

CHAPITRE 4. — *Décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance*

Art. 4. A l'article 6, § 4, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, les mots « pli recommandé avec accusé de réception » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 5. — *Décret du 1^{er} février 1993*

fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné

Art. 5. Aux articles 27quinquies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 27sexties, § 2, alinéa 2, tels qu'insérés par le décret du 21 novembre 2013, 71septies, § 2, alinéa 1^{er}, tel qu'inséré par le décret du 19 décembre 2002 et complété par le décret du 8 mars 2007, 85 et 99 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les mots « par lettre recommandée avec accusé de réception », « par lettre recommandée » ou « par lettre recommandée à la poste » sont chaque fois supprimés.

CHAPITRE 6. — *Décret du 6 juin 1994*

fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné

Art. 6. Aux articles 36bis, § 2, alinéa 2, tel qu'inséré par le décret du 17 juillet 2003 et modifié par les décrets des 12 juillet 2012 et 11 avril 2014, 36octies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 36nonies, § 2, alinéa 2, tels qu'insérés par le décret du 21 novembre 2013, 79, alinéa 5 et 97, § 2, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, les mots « par recommandé avec accusé de réception », « par lettre recommandée avec accusé de réception », « par lettre recommandée » ou « par lettre recommandée à la poste » sont chaque fois supprimés.

CHAPITRE 7. — *Décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement*

Art. 7. A l'article 8, alinéa 3, du décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 8. — *Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Art. 8. A l'article 79/5 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, inséré par le décret du 18 mars 2010, les mots « courrier recommandé » sont chaque fois remplacés par « envoi recommandé ».

Art. 9. Aux articles 79/23, modifié par le décret du 11 février 2011, 90, § 3, alinéas 2 et 3, 98, § 2, alinéa 1er, et 98bis, § 2, alinéa 1er, inséré par le décret du 5 février 1999, du même décret, les mots « lettre recommandée » sont chaque fois remplacés par « envoi recommandé ».

Art. 10. A l'article 81 du même décret, § 2, alinéa 1er, modifié par le décret du 8 février 1999 et alinéa 4 du même paragraphe, les mots « lettre recommandée avec accusé de réception » sont remplacés par « envoi recommandé ».

Aux alinéas 5 et 6 du même article, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par « envoi recommandé ».

Art. 11. A l'article 89 du même décret, § 2, alinéa 1er, modifié par le décret du 8 février 1999 et alinéa 4 du même paragraphe, les mots « lettre recommandée avec accusé de réception » sont remplacés par « envoi recommandé ».

Aux alinéas 6 et 7 du même article, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 9. — *Décret du 24 juillet 1997 fixant le statut du membre du personnel et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 12. Aux articles 165, 179, 245, alinéa 5, 259, § 2, du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut du membre du personnel et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les mots « par lettre recommandée à la poste » ou « par recommandé » sont chaque fois supprimés.

Aux articles 186, § 4, 190, § 4, 265, § 4, et 269, § 4, du même décret, tels que modifiés par le décret du 12 juillet 2012, les mots « par lettre recommandée à la poste » ou « par recommandé » sont chaque fois supprimés.

CHAPITRE 10. — *Décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

Art. 13. Aux articles 242, § 4, 305, alinéa 5, 319, § 2, 435 et 445, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les mots « par lettre recommandée à la poste » ou « par recommandé » sont chaque fois supprimés.

Aux articles 240, § 4, 370, § 4, et 372, § 4, du même décret, tels que modifiés par le décret du 12 juillet 2012, les mots « par lettre recommandée à la poste » ou « par recommandé » sont chaque fois supprimés.

CHAPITRE 11. — *Décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho – médico – sociaux officiels subventionnés*

Art. 14. Aux articles 16/3, § 1er, alinéa 1er, 16/4, § 2, alinéa 2, tels qu'insérés par le décret du 21 novembre 2013, 96, alinéa 5, et 113, alinéa 2, du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho – médico – sociaux officiels subventionnés, les mots « par lettre recommandée », « par lettre recommandée avec accusé de réception » ou « par lettre recommandée à la poste » sont chaque fois supprimés.

CHAPITRE 12. — *Décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho – médico – sociaux libres subventionnés*

Art. 15. Aux articles 24 quinquies, § 1er, alinéa 1er, 24 sexies, § 2, alinéa 2, tels qu'insérés par le décret du 21 novembre 2013, 106, alinéa 5, et 119, alinéa 2, du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho – médico – sociaux libres subventionnés, les mots « par lettre recommandée à la poste », « par lettre recommandée avec accusé de réception » ou « par lettre recommandée » sont chaque fois supprimés.

CHAPITRE 13. — *Décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 16. A l'article 128, alinéa 1er, et 3, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les mots « pli recommandé à la poste » sont remplacés par « envoi recommandé ».

A l'alinéa 4 du même article, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 14. — *Décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française*

Art. 17. A l'article 28, § 8, alinéa 2, tel que complété par les décrets des 2 juin 2006, 13 décembre 2007 et 12 juillet 2012 et modifié par les décrets des 26 mars 2009, 13 janvier 2011 et 11 février 2011, du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française, les mots « par lettre recommandée » sont supprimés.

CHAPITRE 15. — *Décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion*

Art. 18. Aux articles 53, alinéa 5, et 66, § 2, alinéa 2 et 4, tel que modifié par le décret du 11 avril 2014, du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, les mots « par lettre recommandée à la poste » ou « par recommandé avec accusé de réception » sont chaque fois supprimés.

CHAPITRE 16. — *Décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française*

Art. 19. Aux articles 50, § 1er, et 52, § 1er, tels que modifiés par le décret du 11 avril 2014, du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, les mots « par recommandé avec accusé de réception » sont chaque fois supprimés.

CHAPITRE 17. — *Décret du 1^{er} février 2008 réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la coordination et de la gestion des Fonds structurels que l'Union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement secondaire spécialisé, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur*

Art. 20. A l'article 22, § 1^{er}, du décret du 1^{er} février 2008 réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la coordination et de la gestion des Fonds structurels que l'Union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement secondaire spécialisé, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur, les mots « La convocation doit être expédiée au moins dix jours calendrier avant la réunion, la date de la poste faisant foi. » sont remplacés par « La convocation doit être envoyée au moins dix jours avant la réunion. ».

CHAPITRE 18. — *Décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 21. A l'article 24 du décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les termes « lettre recommandée » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 19. — *Décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité*

Art. 22. A l'article 14, alinéa 4, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, inséré par le décret du 11 avril 2014, le terme « recommandé » est remplacé par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 20. — *Décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 23. A l'article 6, alinéa 4, du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, inséré par le décret du 17 octobre 2013, les termes « lettre recommandée avec accusé de réception » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 21. — *Décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire*

Art. 24. A l'article 23, alinéa 1^{er}, du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, les termes « courrier recommandé avec accusé de réception » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 22. — *Décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation*

Art. 25. A l'article 29, alinéa 1^{er}, du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation, les mots « sous pli recommandé » sont remplacés par « par envoi recommandé ».

CHAPITRE 23. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécialisé*

Art. 26. Aux articles 4, § 1^{er}, alinéa 4, et 16, § 4, alinéas 1^{er} et 4, tel que modifié par les décrets des 19 décembre 2002 et 12 mai 2004, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécialisé, les mots « par pli recommandé » sont chaque fois supprimés.

CHAPITRE 24. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécialisé*

Art. 27. Aux articles 4, § 1^{er}, alinéa 4, et 16, § 4, alinéas 1^{er} et 3, tel que modifié par le décret du 12 mai 2004, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécialisé, les mots « par pli recommandé » sont chaque fois supprimés.

CHAPITRE 25. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés*

Art. 28. Aux articles 7, § 1^{er}, alinéa 4, et 40, § 4, alinéas 1^{er} et 4, tel que modifié par les décrets des 19 décembre 2002 et 12 mai 2004, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et artistique libres subventionnés, les mots « par pli recommandé » sont chaque fois supprimés.

CHAPITRE 26. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et artistique officiels subventionnés*

Art. 29. Aux articles 3, § 1^{er}, alinéa 4, et 15, § 3, alinéas 1^{er} et 3, tel que modifié par le décret du 12 mai 2004, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et artistique officiels subventionnés, les mots « par pli recommandé » sont chaque fois supprimés.

CHAPITRE 27. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné*

Art. 30. Aux articles 5, § 1^{er}, alinéa 4, et 17, § 4, alinéas 1^{er} et 3, tel que modifié par le décret du 12 mai 2004, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné, les mots « par pli recommandé » sont chaque fois supprimés.

CHAPITRE 28. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné*

Art. 31. Aux articles 3, § 1^{er}, alinéa 4, et 14, § 3, alinéas 1^{er} et 3, tel que modifié par le décret du 12 mai 2004, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention – traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné, les mots « par pli recommandé » sont à chaque fois supprimés.

CHAPITRE 29. — *Dispositions finales*

Art. 32. Le Ministre qui a l'e-gouvernement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 25 octobre 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/10317]

25 OKTOBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de reglementaire bepalingen waardoor de mededelingen langs elektronische weg verhinderd worden (II)

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs;

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het decreet van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten);

Gelet op het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs;

Gelet op het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst;

Gelet op het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd;

Gelet op het decreet van 1 februari 2008 tot regeling van de organisatie en de werking van de instanties belast met de coördinatie en het beheer van de steun uit de Structuurfondsen die de Europese Unie ter beschikking stelt van het alternerend secundair onderwijs, het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, het gespecialiseerd secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs;

Gelet op het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving;

Gelet op het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;

Gelet op het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie;

Gelet op het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie;

Gelet op het decreet van 3 april 2014 betreffende de mededelingen langs elektronische weg tussen de gebruikers en de overheid van de Franse Gemeenschap, artikel 6, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 augustus 1957 houdende coördinatie van de wetten op het lager onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het advies 61.420/2 van de Raad van State, gegeven op 29 mei 2017, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de «gendertest » van 22 september 2017 uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de woorden waardoor de elektronische mededelingen verhinderd worden, aanwezig zijn in de decreten van 16 april 1991, 3 juli 1991, 1 februari 1993, 6 juni 1994, 22 december 1994, 24 juli 1997, 20 december 2001, 31 januari 2002, 3 maart 2004, 12 mei 2004, 10 maart 2006, 2 juni 2006, 1 februari 2008, 25 april 2008, 30 april 2009, 18 mei 2012 en 21 november 2013, alsook in de besluiten van 28 augustus 1995 en 12 september 1995, en dat ze vervangen moeten worden door een technologisch neutrale bepaling om de overgang naar een elektronische mededeling te vergemakkelijken;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juni 2014 houdende uitvoering van het decreet van 3 april 2014 betreffende de mededelingen langs elektronische weg tussen de gebruikers en de overheid van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor e-Gouvernement;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Koninklijk besluit van 20 augustus 1957 houdende coördinatie van de wetten op het lager onderwijs*

Artikel 1. Artikel 9 van het koninklijk besluit van 20 augustus 1957 houdende coördinatie van de wetten op het lager onderwijs, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 9. Aan de gezinshoofden wier kinderen in geen der scholen bedoeld in het voorlaatste lid van artikel 8 ingeschreven zijn of die hen het bericht bedoeld in het laatste lid van hetzelfde artikel, niet hebben doen toekomen, zenden de Diensten van de Regering per aangetekend schrijven, een waarschuwing waarbij wordt herinnerd aan de verplichting welke hun is opgelegd.

De waarschuwingen die niet verdeeld konden worden, worden door de Diensten van de Regering bezorgd aan het hoofd van de lokale politie of aan zijn afgevaardigde ofwel aan een behoorlijk bij de schooloverheden aangestelde afgevaardigde bij de jeugdbescherming, welke de betrokken personen laat opzoeken, ze aanmaant hun kinderen naar school te zenden en de Diensten van de Regering geeft van de uitslag zijner bemoeiingen.

Hebben de Diensten van de Regering binnen acht dagen na de aangetekende zending van de waarschuwing of na het aanmanen door de lokale politie, geen antwoord ontvangen waaruit blijkt dat het gezinshoofd aan de wetsbepalingen heeft voldaan, dan klagen ze het aan bij de procureur des Konings bij de Rechtbank van eerste aanleg van het rechterlijk arrondissement. ».

HOOFDSTUK 2. — *Koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs;*

Art. 2. In artikel 2, 11°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, worden de woorden « aangetekend postschrijven » vervangen door de woorden «aangetekende zending ».

HOOFDSTUK 3. — *Decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie*

Art. 3. In artikel 16, § 3, derde lid, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden « De duur bedoeld in het vorige lid begint op het einde van de termijn van dertig kalenderdagen en loopt tot op de dag waarop de inrichtende macht de gevraagde geldige gegevens per aangetekende brief met ontvangstbewijs heeft bezorgd. » vervangen door de woorden « De duur bedoeld in het tweede lid begint op het einde van de termijn van dertig werkdagen en loopt tot op de dag waarop de inrichtende macht de gevraagde geldige gegevens bezorgd heeft volgens de vorm en de nadere regels voor de overdracht bepaald door de Regering. ».

HOOFDSTUK 4. — *Decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs*

Art. 4. In artikel 6, § 4, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs worden de woorden « aangetekende brief met ontvangstbewijs » vervangen door de woorden « aangetekende zending ».

HOOFDSTUK 5. — *Decreet van 1 februari 1993*

houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs

Art. 5. In de artikelen 27quinquies, § 1, eerste lid, 27sexties, § 2, tweede lid, zoals ingevoegd bij het decreet van 21 november 2013, 71septies, § 2, eerste lid, zoals ingevoegd bij het decreet van 19 december 2002 en aangevuld met het decreet van 8 maart 2007, 85 en 99 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de woorden « bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs », « bij aangetekend schrijven » of « bij een ter post aangetekend schrijven » telkens geschrapt.

HOOFDSTUK 6. — *Decreet van 6 juni 1994*

tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs

Art. 6. In de artikelen 36bis, § 2, tweede lid, zoals ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2003 en gewijzigd bij de decreten van 12 juli 2012 en 11 april 2014, 36octies, § 1, eerste lid, 36nonies, § 2, tweede lid, zoals ingevoegd bij het decreet van 21 november 2013, 79, vijfde lid en 97, § 2, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, worden de woorden « bij een aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst », « bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs », « bij aangetekend schrijven » of « bij een ter post aangetekend schrijven » telkens geschrapt.

HOOFDSTUK 7. — *Decreet van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs*

Art. 7. In artikel 8, derde lid, van het decreet van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs, worden de woorden « aangetekende brief » vervangen door de woorden « aangetekende zending ».

HOOFDSTUK 8. — *Decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Art. 8. In artikel 79/5 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, worden de woorden « aangetekend schrijven » telkens vervangen door de woorden « aangetekende zending ».

Art. 9. In de artikelen 79/23, gewijzigd bij het decreet van 11 februari 2011, 90, § 3, tweede en derde lid, 98, § 2, eerste lid, en 98bis, § 2, eerste lid, ingevoegd bij het decreet van 5 februari 1999, van hetzelfde decreet, worden de woorden « aangetekende brief » telkens vervangen door de woorden « aangetekende zending ».

Art. 10. In artikel 81 van hetzelfde decreet, § 2, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999 en vierde lid van dezelfde paragraaf, worden de woorden « per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs » vervangen door de woorden « aangetekende zending ».

In het vijfde en zesde lid van hetzelfde artikel worden de woorden « aangetekende brief » vervangen door de woorden « aangetekende zending ».

Art. 11. In artikel 89 van hetzelfde decreet, § 2, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999 en vierde lid van dezelfde paragraaf, worden de woorden « aangetekend schrijven met ontvangstbewijs » vervangen door de woorden « aangetekende zending ».

In het zesde en zevende lid van hetzelfde artikel worden de woorden « aangetekend schrijven » vervangen door de woorden « aangetekende zending ».

HOOFDSTUK 9. — *Decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 12. In de artikelen 165, 179, 245, vijfde lid, 259, § 2, van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden « per aangetekend schrijven via de post » of « per aangetekend schrijven » telkens geschrapt.

In de artikelen 186, § 4, 190, § 4, 265, § 4, en 269, § 4, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2012, worden de woorden « per aangetekend schrijven via de post » of « per aangetekend schrijven » telkens geschrapt.

HOOFDSTUK 10. — *Decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)*

Art. 13. In de artikelen 242, § 4, 305, vijfde lid, 319, § 2, 435 en 445, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), worden de woorden «bij ter post aangetekende brief » of « bij aangetekend schrijven » telkens geschrapt.

In de artikelen 240, § 4, 370, § 4, en 372, § 4, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2012, worden de woorden « een ter post aangetekende brief » of « per aangetekend schrijven » telkens geschrapt.

HOOFDSTUK 11. — *Decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra*

Art. 14. In de artikelen 16/3, § 1, eerste lid, 16/4, § 2, tweede lid, zoals ingevoegd bij het decreet van 21 november 2013, 96, vijfde lid, en 113, tweede lid, van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden « bij aangetekend schrijven », « bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs » of « bij een ter post aangetekende brief » telkens geschrapt.

HOOFDSTUK 12. — *Decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra*

Art. 15. In de artikelen 24 quinquies, § 1, eerste lid, 24 sexies, § 2, tweede lid, zoals ingevoegd bij het decreet van 21 november 2013, 106, vijfde lid, en 119, tweede lid, van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden « bij een ter post aangetekende brief », « bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs » of « bij aangetekend schrijven » telkens geschrapt.

HOOFDSTUK 13. — *Decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 16. In artikel 128, eerste lid, en 3, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs worden de woorden « een ter post aangetekend schrijven » vervangen door de woorden « aangetekende zending ».

In het vierde lid van hetzelfde artikel worden de woorden « een ter post aangetekend schrijven » vervangen door de woorden « aangetekende zending ».

HOOFDSTUK 14. — *Decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap*

Art. 17. In artikel 28, § 8, tweede lid, zoals aangevuld met de decreten van 2 juni 2006, 13 december 2007 en 12 juli 2012 en gewijzigd bij de decreten van 26 maart 2009, 13 januari 2011 en 11 februari 2011, van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap, worden de woorden « bij aangetekend schrijven » geschrapt.

HOOFDSTUK 15. — *Decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst*

Art. 18. In de artikelen 53, vijfde lid, en 66, § 2, tweede en vierde lid, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst, worden de woorden « een ter post aangetekend schrijven » of « een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs » telkens geschrapt.

HOOFDSTUK 16. — *Decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd*

Art. 19. In de artikelen 50, § 1, en 52, § 1, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, worden de woorden « bij een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs » telkens geschrapt.

HOOFDSTUK 17. — *Decreet van 1 februari 2008 tot regeling van de organisatie en de werking van de instanties belast met de coördinatie en het beheer van de steun uit de Structuurfondsen die de Europese Unie ter beschikking stelt van het alternerend secundair onderwijs, het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, het gespecialiseerd secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs*

Art. 20. In artikel 22, § 1, van het decreet van 1 februari 2008 tot regeling van de organisatie en de werking van de instanties belast met de coördinatie en het beheer van de steun uit de Structuurfondsen die de Europese Unie ter beschikking stelt van het alternerend secundair onderwijs, het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, het gespecialiseerd secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs, worden de woorden « De oproepingsbrief moet ten minste tien kalenderdagen vóór de vergadering, waarbij de datum van de poststempel geldt als verzendingsdatum, worden verstuurd. » vervangen door de woorden « De oproepingsbrief moet ten minste tien werkdagen vóór de vergadering worden verstuurd. ».

HOOFDSTUK 18. — *Decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 21. In artikel 24 van het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden « aangetekende brief » vervangen door de woorden « aangetekende zending ».

HOOFDSTUK 19. — *Decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving*

Art. 22. In artikel 14, vierde lid, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, worden de woorden « bij aangetekend schrijven » vervangen door de woorden « aangetekende zending ».

HOOFDSTUK 20. — *Decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs*

Art. 23. In artikel 6, vierde lid, van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, ingevoegd bij het decreet van 17 oktober 2013, worden de woorden « een ter post aangetekende brief met ontvangstbericht » vervangen door de woorden « aangetekende zending ».

HOOFDSTUK 21. — *Decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie*

Art. 24. In artikel 23, eerste lid, van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, worden de woorden « bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs » vervangen door de woorden « aangetekende zending ».

HOOFDSTUK 22. — *Decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie*

Art. 25. In artikel 29, eerste lid, van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, worden de woorden « bij aangetekende brief » vervangen door de woorden « bij aangetekende zending ».

HOOFDSTUK 23. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtwedde-toelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs*

Art. 26. In de artikelen 4, § 1, vierde lid, en 16, § 4, eerste en vierde lid, zoals gewijzigd bij de decreten van 19 december 2002 en 12 mei 2004, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtwedde-toelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, worden de woorden « als aangetekende brief » telkens geschrapt.

HOOFDSTUK 24. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtwedde-toelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en [gespecialiseerd] kleuter- en lager onderwijs*

Art. 27. In de artikelen 4, § 1, vierde lid, en 16, § 4, eerste en derde lid, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtwedde-toelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, worden de woorden « als aangetekende brief » telkens geschrapt.

HOOFDSTUK 25. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtwedde-toelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en [gespecialiseerd] onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs*

Art. 28. In de artikelen 7, § 1, vierde lid, en 40, § 4, eerste en vierde lid, zoals gewijzigd bij de decreten van 19 december 2002 en 12 mei 2004, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtwedde-toelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, worden de woorden « als aangetekende brief » telkens geschrapt.

HOOFDSTUK 26. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtwedde-toelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en [gespecialiseerd] onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs*

Art. 29. In de artikelen 3, § 1, vierde lid, en 15, § 3, eerste en derde lid, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtwedde-toelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, worden de woorden « als aangetekende brief » telkens geschrapt.

HOOFDSTUK 27. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtwedde-toelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie*

Art. 30. In de artikelen 5, § 1, vierde lid, en 17, § 4, eerste en derde lid, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtwedde-toelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden « als aangetekende brief » telkens geschrapt.

HOOFDSTUK 28. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtwedde-toelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie*

Art. 31. In de artikelen 3, § 1, vierde lid, en 14, § 3, eerste en derde lid, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtwedde-toelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden « als aangetekende brief » telkens geschrapt.

HOOFDSTUK 29. — *Slotbepalingen*

Art. 32. De Minister bevoegd voor e-gouvernement is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 oktober 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. FLAHAUT